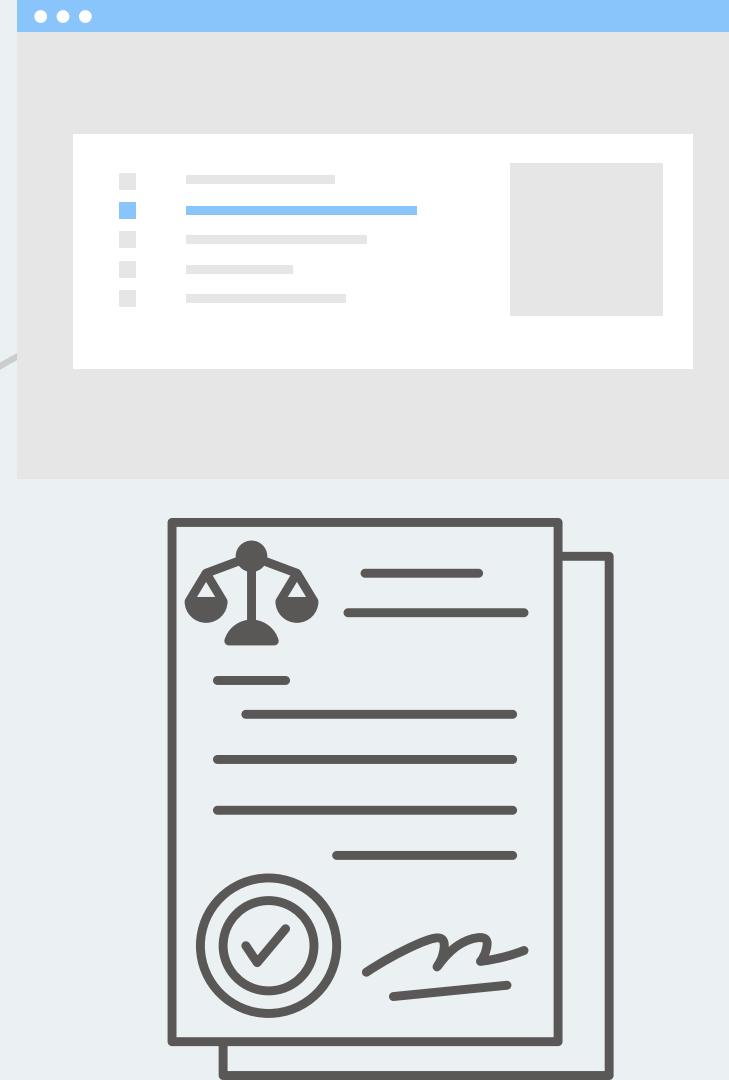
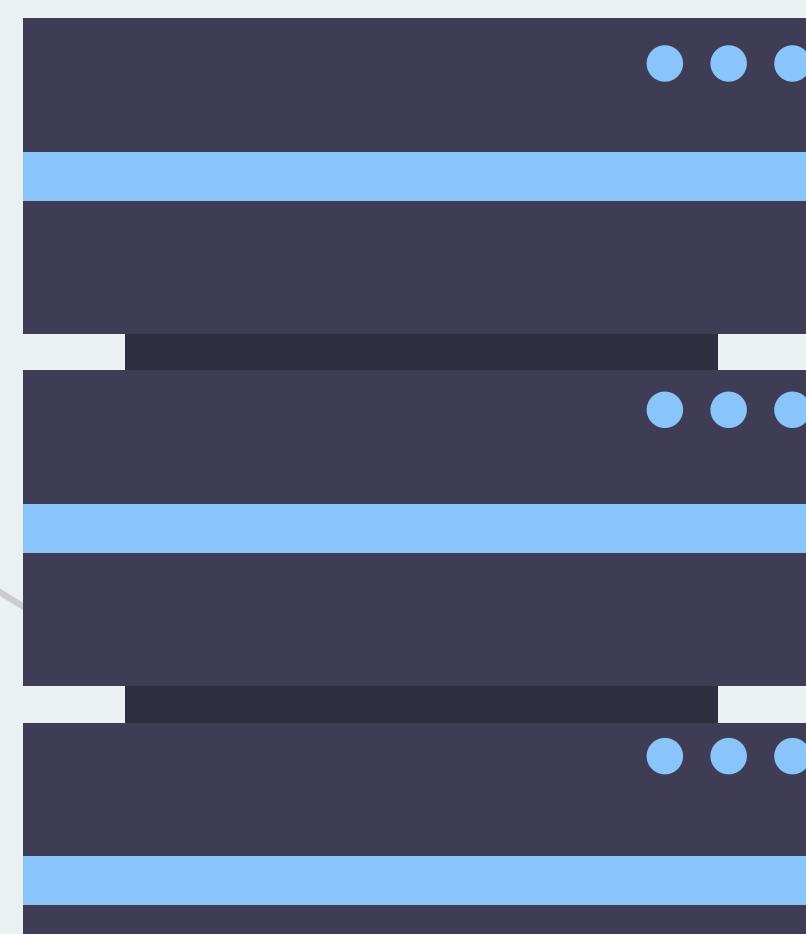


Minet



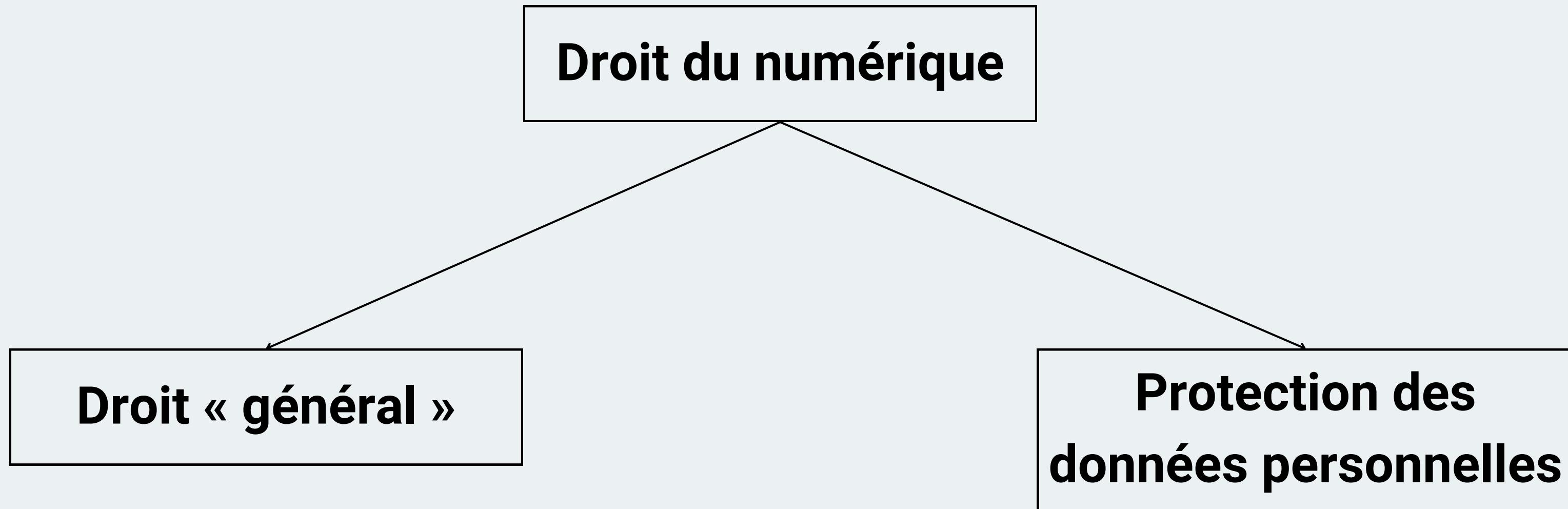
# Formation Juridique

xanode • elpouleto

01

# PRÉLIMINAIRES

## DROIT OPPOSABLE À MINET



# PRÉLIMINAIRES

## POURQUOI C'EST IMPORTANT

Protection des données

Sécurisation du SI

Secret des correspondances

Violations de données

**Certaines infractions font l'objet de grosses sanctions pénales !**

**5 ans d'emprisonnement et 30000€ d'amende**

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

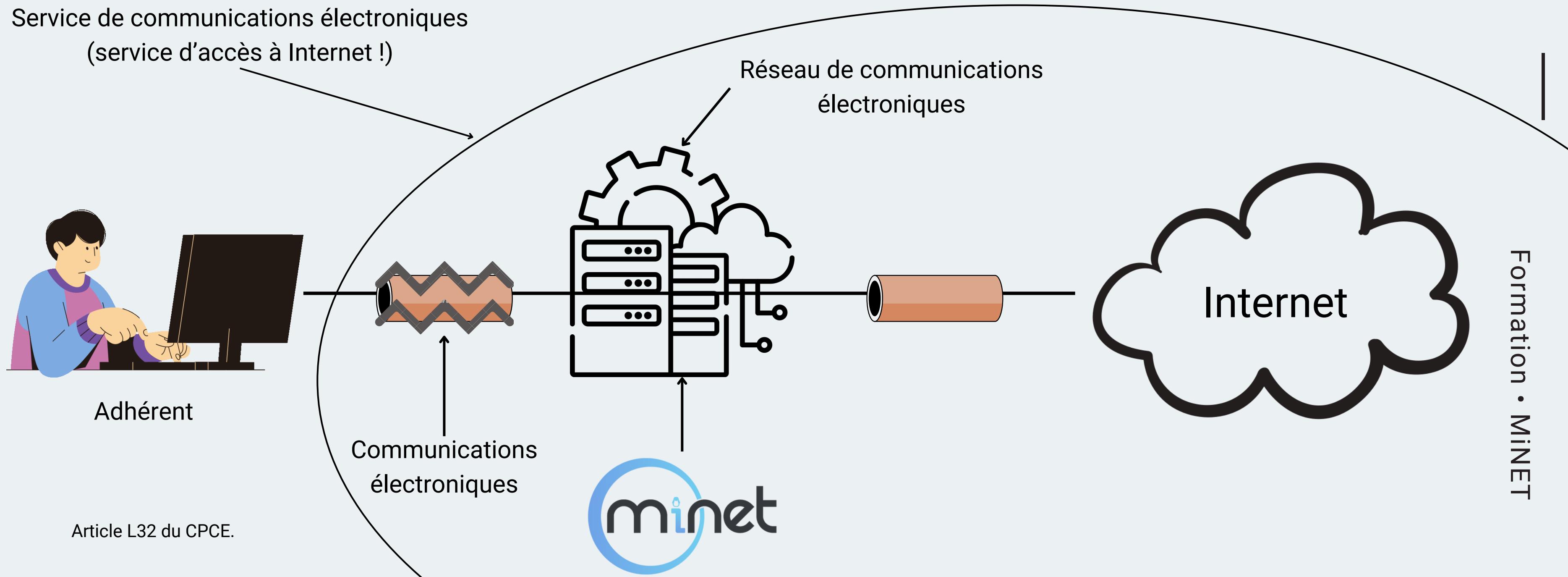
## PRINCIPALES SOURCES DE DROIT

Code des postes et des  
communications électroniques (CPCE)

Loi pour la confiance dans l'économie  
numérique du 21 juin 2004

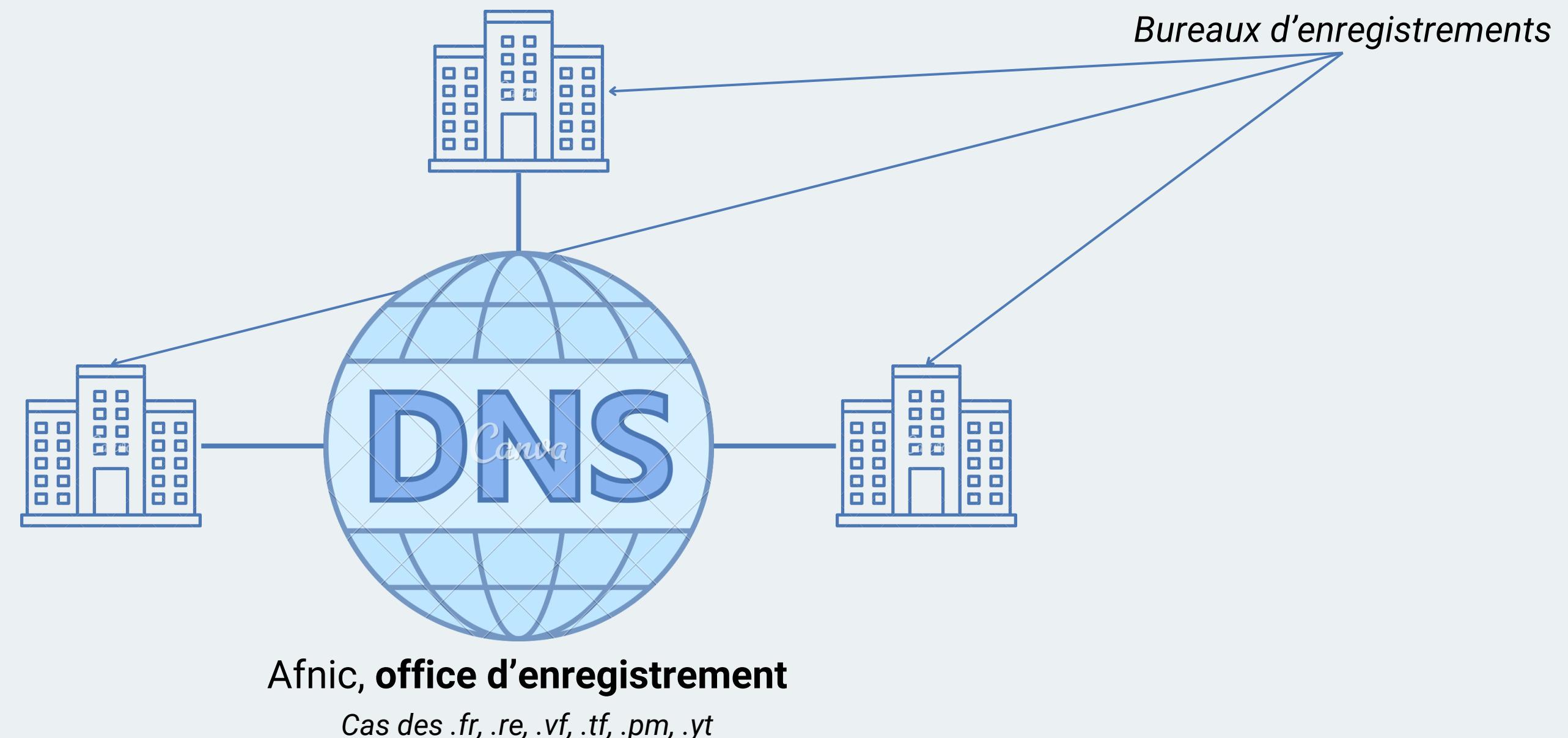
# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OPÉRATEUR & SERVICE DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## NOMS DE DOMAINE



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## NOMS DE DOMAINE

### *Critères d'attribution et de gestion*

- Règles non discriminatoires et transparentes
- Liberté de communication
- Liberté d'entreprendre
- Droits de propriété intellectuelle
- Durée limitée et renouvelable
- Au shotgun

### *Critères de refus*

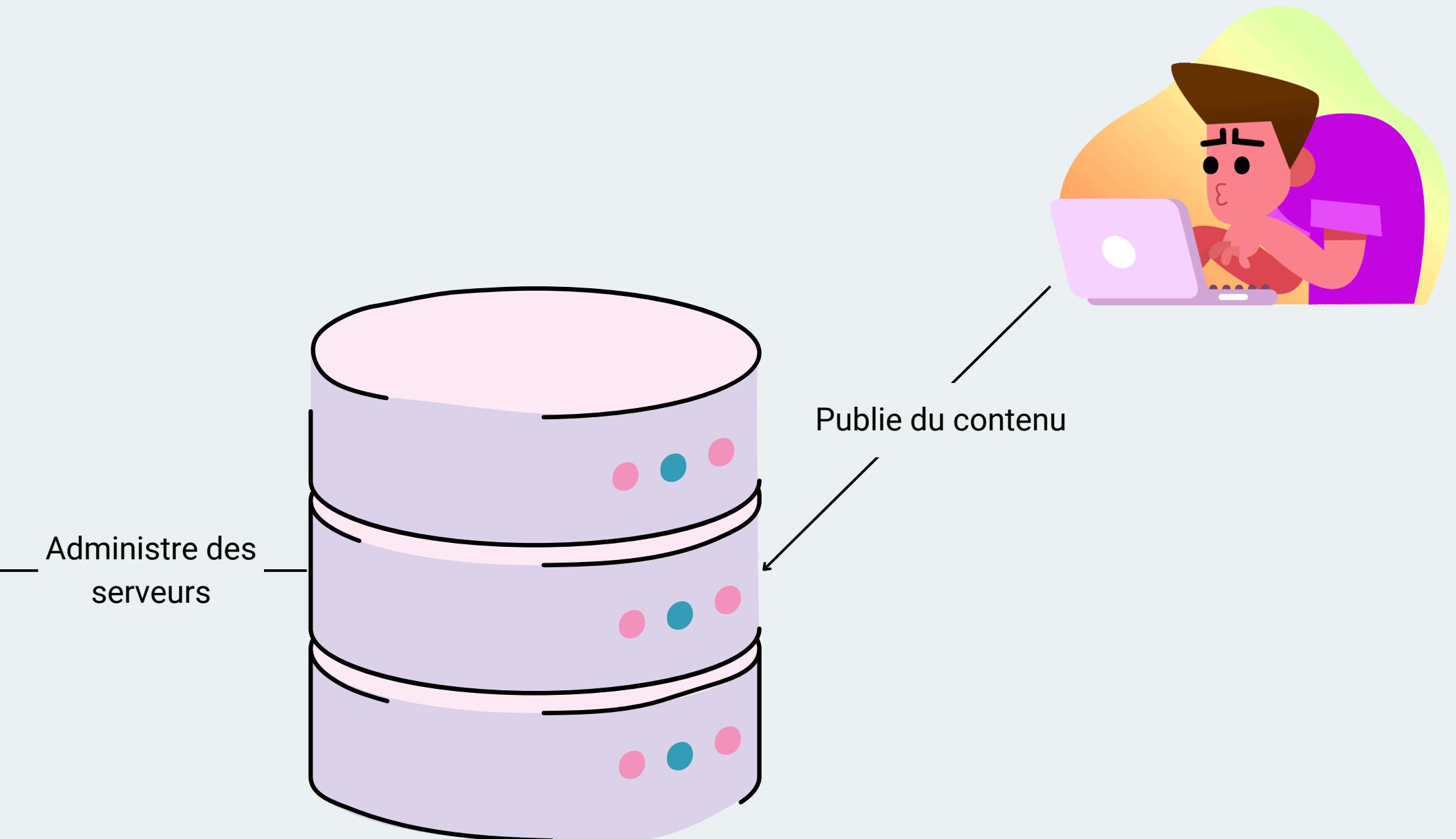
- Atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux droits
- Atteinte à la propriété intellectuelle ou à la personnalité
- Identique ou apparenté à celui de la République, d'une collectivité, etc.

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HÉBERGEURS

**Hébergeurs**

« Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services »

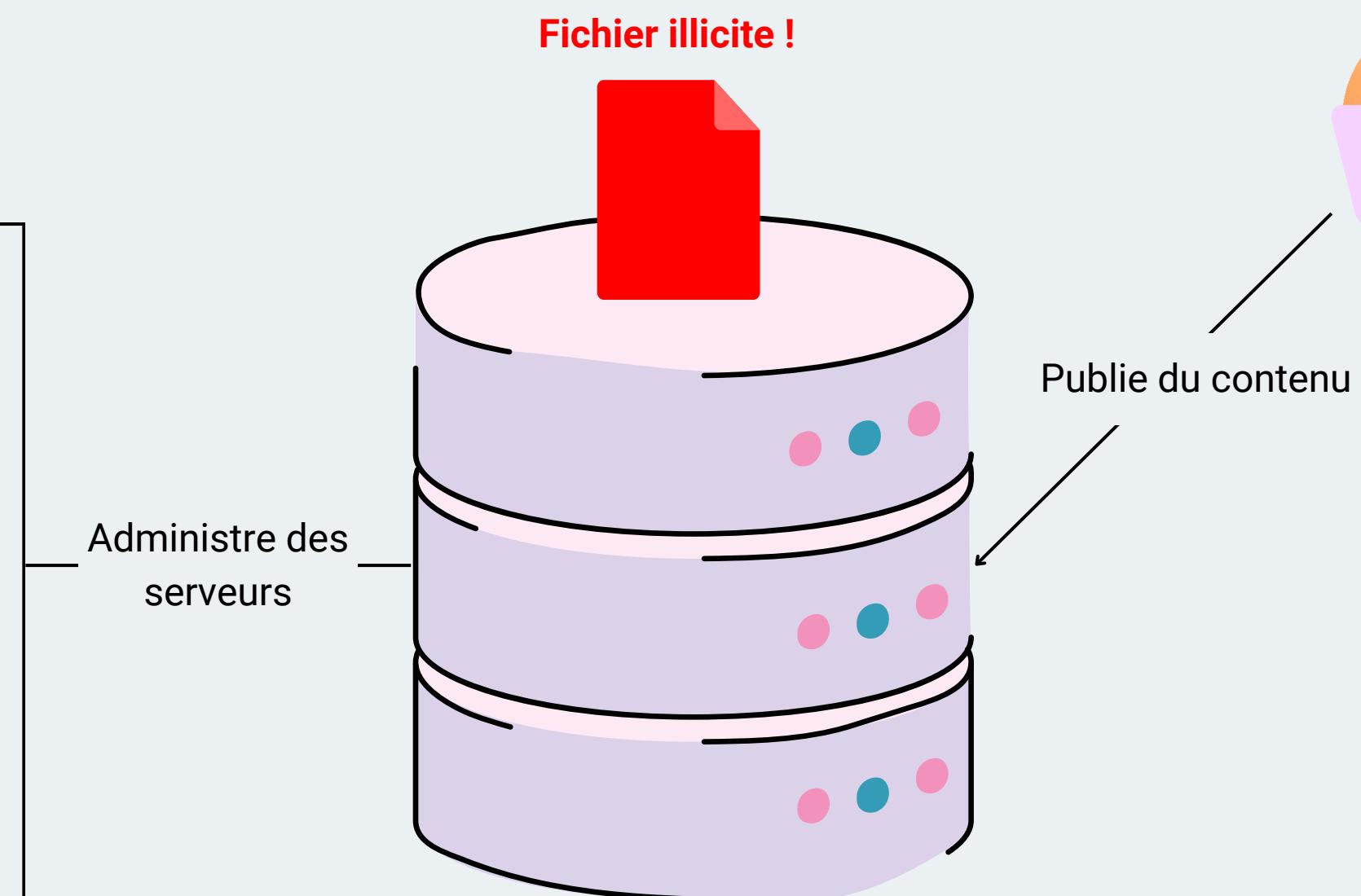


# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HEBERGEURS

**Hébergeurs**

« Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services »

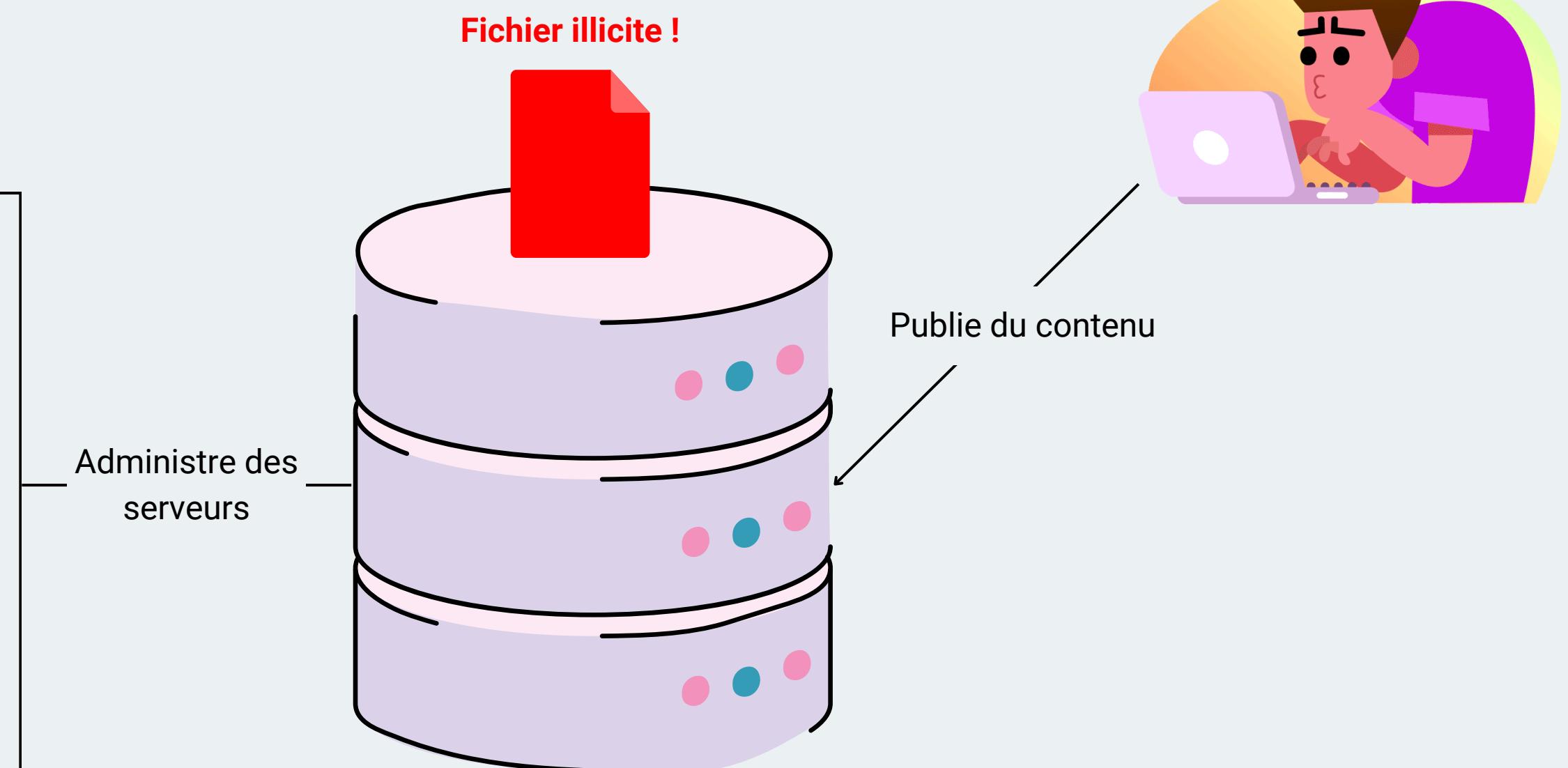


# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HEBERGEURS

**Hébergeurs**

« Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services »



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HÉBERGEURS

### 2 cas de figure

**L'hébergeur est au courant**

L'hébergeur peut voir sa responsabilité engagée s'il n'a pas agi promptement pour retirer ces données ou en rendre l'accès impossible.

**L'hébergeur n'est pas au courant**

L'hébergeur est exonéré de sa responsabilité.

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HÉBERGEURS

### Être au courant ?

- Identification de la personne morale / physique (nom, prénom, raison sociale, etc.)
- Description du contenu litigieux
- Localisation précise du contenu (URL)
- Motifs légaux de suppression
- Correspondance entre l'auteur des faits et le demandeur pour certaines infractions

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HÉBERGEURS

### Être au courant ?

Caractère  
manifestement illicite ?

- Identification de la personne morale / physique (nom, prénom, raison sociale, etc.)
- Description du contenu litigieux
- Localisation précise du contenu (URL)
- Motifs légaux de suppression
- Correspondance entre l'auteur des faits et le demandeur pour certaines infractions

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## HÉBERGEURS

### 6 catégories d'infractions

Apologie, négation et banalisation  
des crimes contre l'humanité

Apologie et provocation au  
terrorisme

Incitation à la haine

Pédopornographie

Incitation à la violence

Atteinte à la dignité humaine

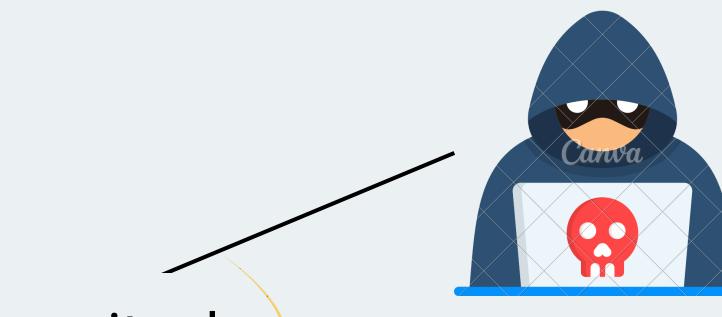
Infractions visées aux cinquième, septième et huitième alinéas de l'article 24 et à l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et aux articles 222-33, 222-33-2-3, 225-4-1, 225-4-13, 225-5, 225-6, 227-23 et 227-24 et 421-2-5 du code pénal.

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES



Met en œuvre un site de vente d'étoiles



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES

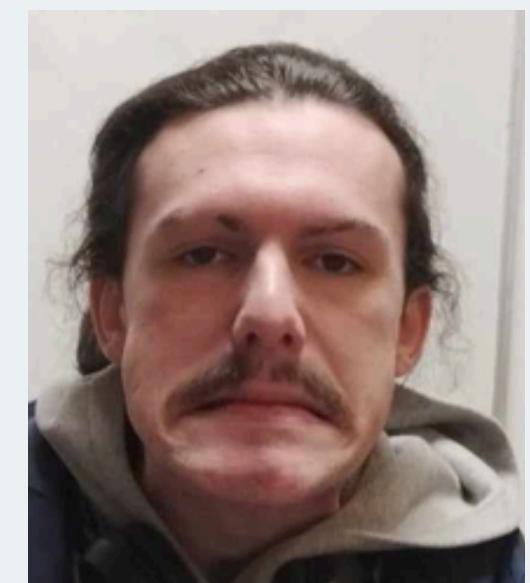


Met en œuvre un site de vente d'étoiles



Plateforme Nationale des  
Interceptions Judiciaires

Articles 230-45 et R.40-42 et suivants du code de procédure pénale.



Procureur  
Juge d'instruction

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES

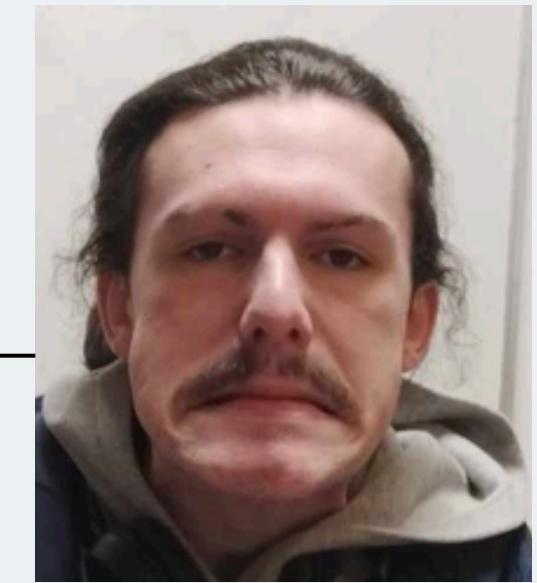


Met en œuvre un site de vente d'étoiles



Plateforme Nationale des Interceptions Judiciaires

← Réquisition judiciaire  
Commission rogatoire

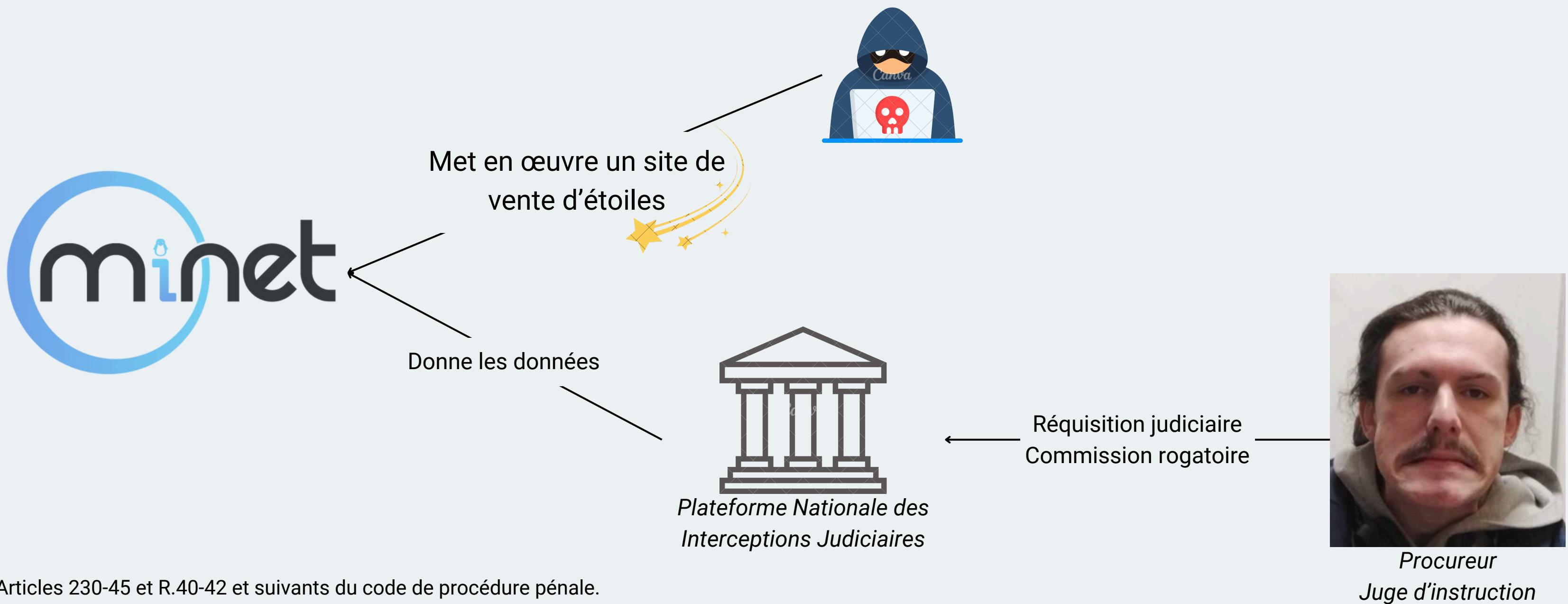


Procureur  
Juge d'instruction

Articles 230-45 et R.40-42 et suivants du code de procédure pénale.

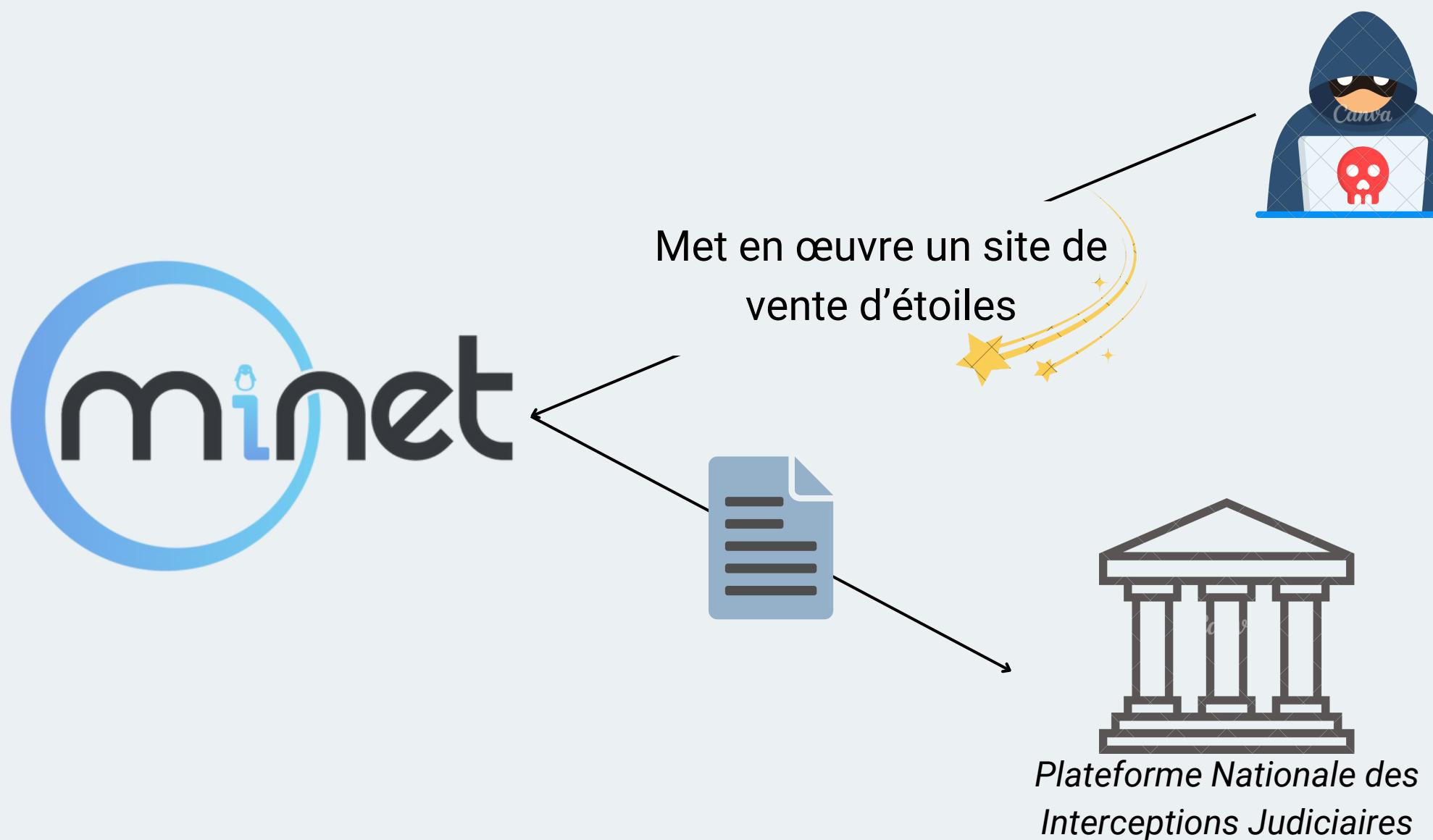
# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES

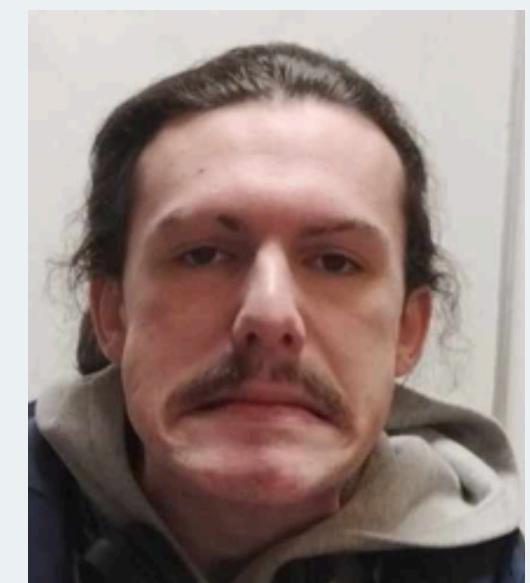


# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES



Articles 230-45 et R.40-42 et suivants du code de procédure pénale.



Procureur  
Juge d'instruction

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

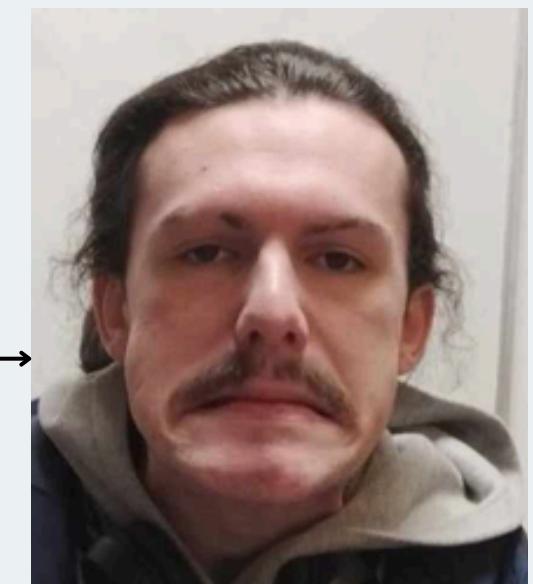
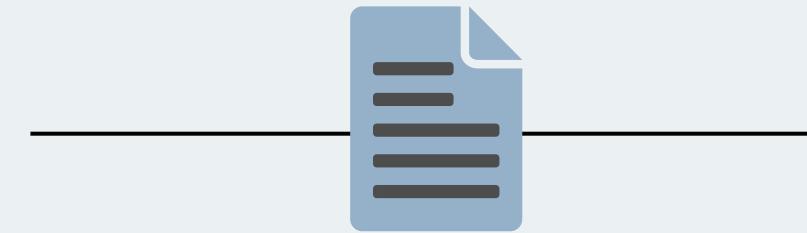
## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES



Met en œuvre un site de vente d'étoiles



Plateforme Nationale des  
Interceptions Judiciaires



Procureur  
Juge d'instruction

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## OBLIGATION DE CONSERVATION DES DONNÉES

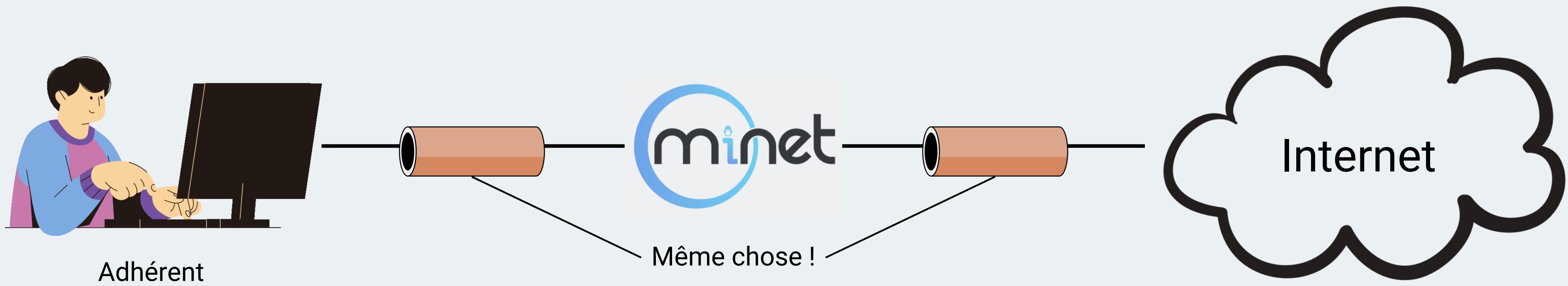
Données	Finalité	Durée
Identité civile de l'utilisateur	Pour les besoins des procédures pénales, de la prévention des menaces contre la sécurité publique et de la sauvegarde de la sécurité nationale	5 ans à compter de la fin de validité du contrat
Informations fournies lors de la souscription d'un contrat ou de la création d'un compte ainsi que les celles relatives au paiement		1 an à compter de la fin de validité du contrat ou de la clotûre du compte
Données techniques permettant d'identifier la source de la connexion ou celles relatives aux équipements terminaux utilisés	Pour les besoins de la lutte contre la criminalité et la délinquance grave, de la prévention des menaces graves contre la sécurité publique et de la sauvegarde de la sécurité nationale	1 an à compter de la connexion ou de l'utilisation des équipements terminaux

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## PRINCIPE DE NEUTRALITÉ

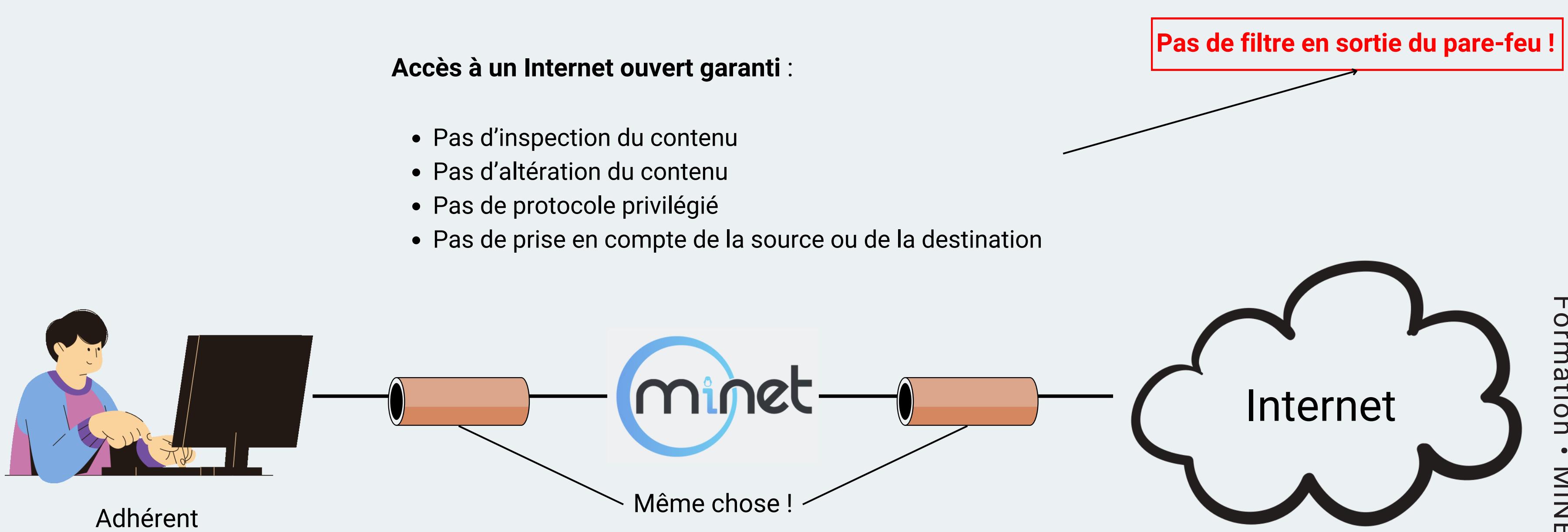
Accès à un Internet ouvert garanti :

- Pas d'inspection du contenu
- Pas d'altération du contenu
- Pas de protocole privilégié
- Pas de prise en compte de la source ou de la destination



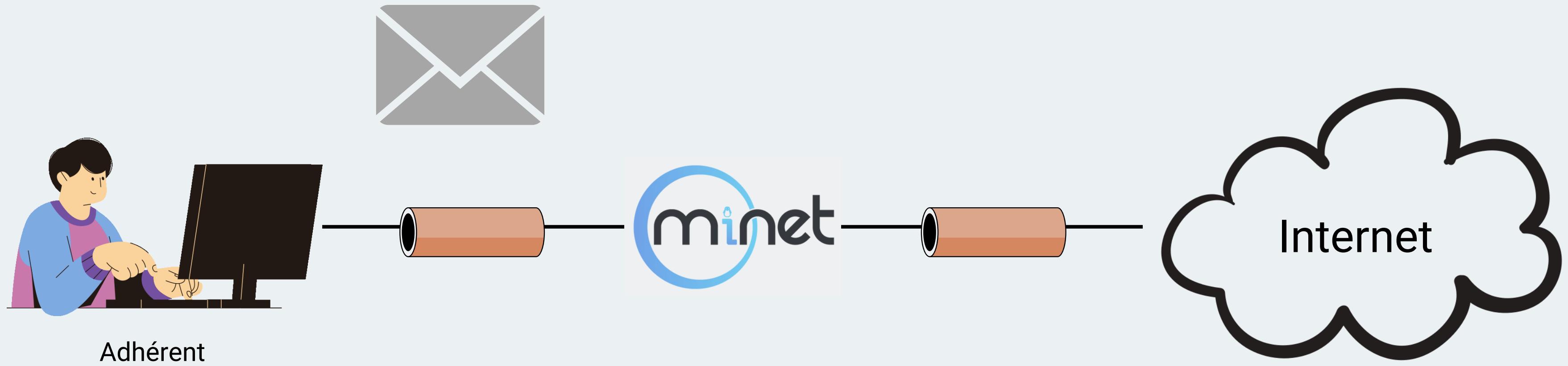
# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## PRINCIPE DE NEUTRALITÉ



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

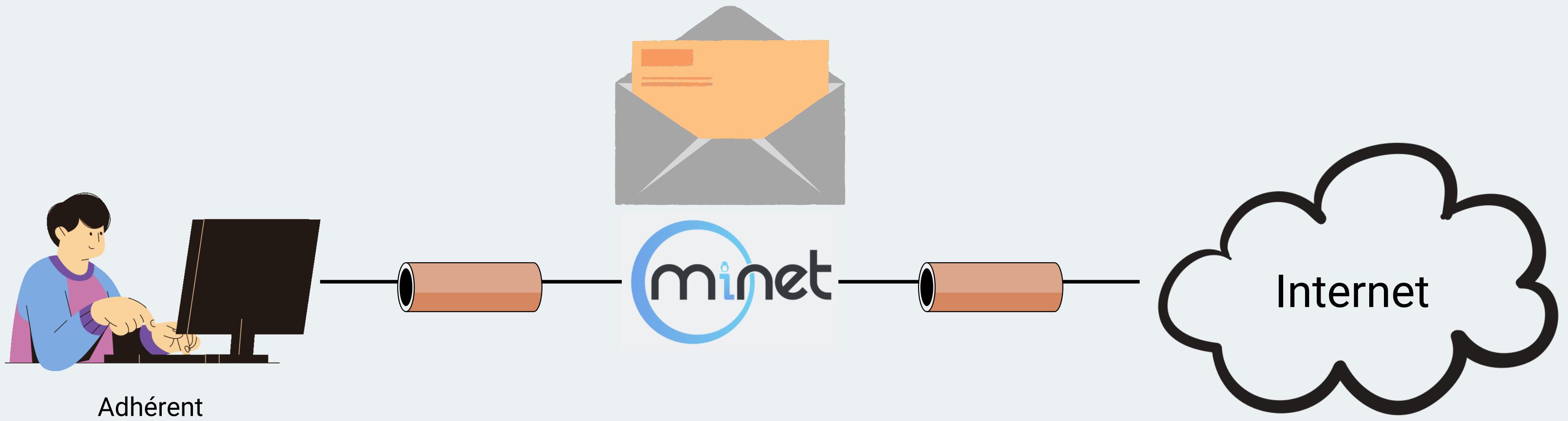
## SECRET DES CORRESPONDANCES



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

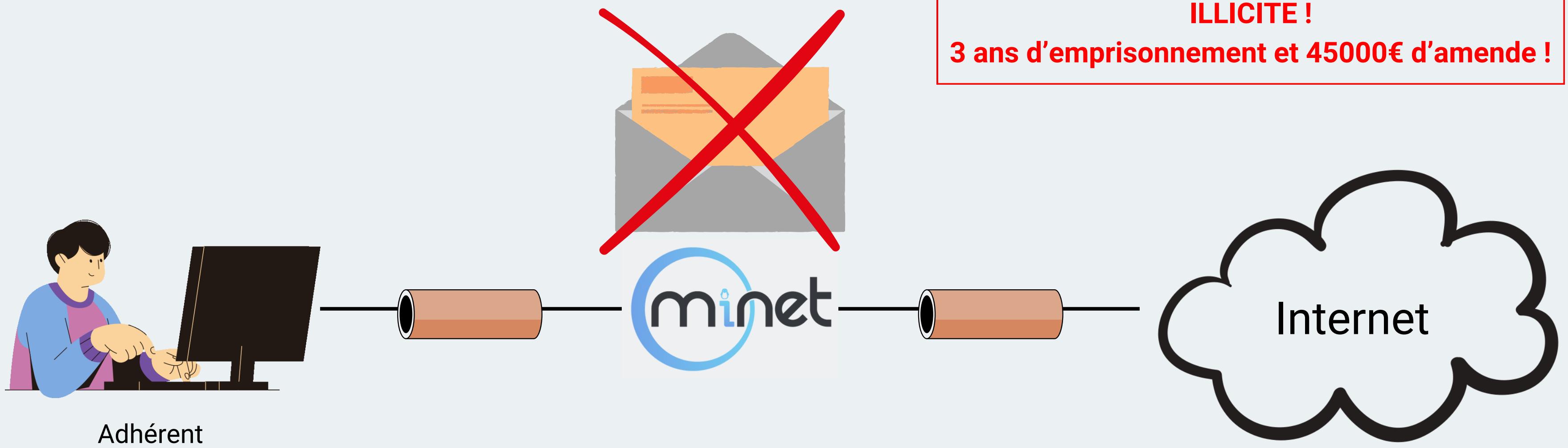
## SECRET DES CORRESPONDANCES

25



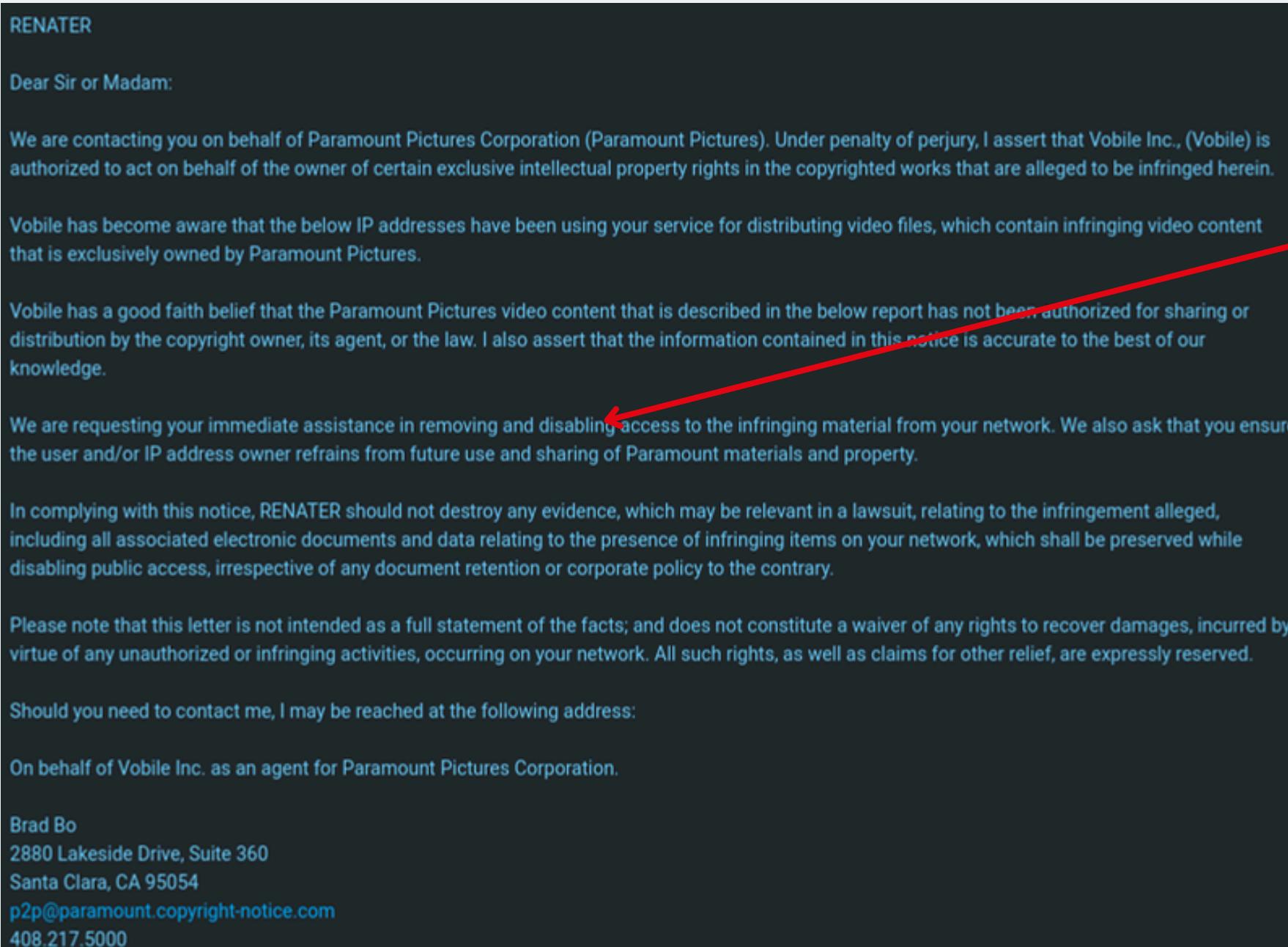
# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## SECRET DES CORRESPONDANCES



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## CAS CONCRET



*« We are requesting your immediate assistance in removing and disabling access to the infringing material from your network. »*

## Comment réagir ?

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## CAS CONCRET

RENATER

Dear Sir or Madam:

We are contacting you on behalf of Paramount Pictures Corporation (Paramount Pictures). Under penalty of perjury, I assert that Vobile Inc., (Vobile) is authorized to act on behalf of the owner of certain exclusive intellectual property rights in the copyrighted works that are alleged to be infringed herein.

Vobile has become aware that the below IP addresses have been using your service for distributing video files, which contain infringing video content that is exclusively owned by Paramount Pictures.

Vobile has a good faith belief that the Paramount Pictures video content that is described in the below report has not been authorized for sharing or distribution by the copyright owner, its agent, or the law. I also assert that the information contained in this notice is accurate to the best of our knowledge.

We are requesting your immediate assistance in removing and disabling access to the infringing material from your network. We also ask that you ensure the user and/or IP address owner refrains from future use and sharing of Paramount materials and property.

In complying with this notice, RENATER should not destroy any evidence, which may be relevant in a lawsuit, relating to the infringement alleged, including all associated electronic documents and data relating to the presence of infringing items on your network, which shall be preserved while disabling public access, irrespective of any document retention or corporate policy to the contrary.

Please note that this letter is not intended as a full statement of the facts; and does not constitute a waiver of any rights to recover damages, incurred by virtue of any unauthorized or infringing activities, occurring on your network. All such rights, as well as claims for other relief, are expressly reserved.

Should you need to contact me, I may be reached at the following address:

On behalf of Vobile Inc. as an agent for Paramount Pictures Corporation.

Brad Bo  
2880 Lakeside Drive, Suite 360  
Santa Clara, CA 95054  
[p2p@paramount.copyright-notice.com](mailto:p2p@paramount.copyright-notice.com)  
408.217.5000

### AVANT

1. Envoi d'un mail à l'adhérent pour lui notifier son infraction à la charte et exiger qu'il supprime les logiciels liés aux P2P sur son ordinateur.
2. Suspension de sa connexion pendant une semaine.
3. Convocation de l'adhérent par la DISI pour qu'il s'explique.

**Licite ou illicite ?**

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## CAS CONCRET

RENATER

Dear Sir or Madam:

We are contacting you on behalf of Paramount Pictures Corporation (Paramount Pictures). Under penalty of perjury, I assert that Vobile Inc., (Vobile) is authorized to act on behalf of the owner of certain exclusive intellectual property rights in the copyrighted works that are alleged to be infringed herein.

Vobile has become aware that the below IP addresses have been using your service for distributing video files, which contain infringing video content that is exclusively owned by Paramount Pictures.

Vobile has a good faith belief that the Paramount Pictures video content that is described in the below report has not been authorized for sharing or distribution by the copyright owner, its agent, or the law. I also assert that the information contained in this notice is accurate to the best of our knowledge.

We are requesting your immediate assistance in removing and disabling access to the infringing material from your network. We also ask that you ensure the user and/or IP address owner refrains from future use and sharing of Paramount materials and property.

In complying with this notice, RENATER should not destroy any evidence, which may be relevant in a lawsuit, relating to the infringement alleged, including all associated electronic documents and data relating to the presence of infringing items on your network, which shall be preserved while disabling public access, irrespective of any document retention or corporate policy to the contrary.

Please note that this letter is not intended as a full statement of the facts; and does not constitute a waiver of any rights to recover damages, incurred by virtue of any unauthorized or infringing activities, occurring on your network. All such rights, as well as claims for other relief, are expressly reserved.

Should you need to contact me, I may be reached at the following address:

On behalf of Vobile Inc. as an agent for Paramount Pictures Corporation.

Brad Bo  
2880 Lakeside Drive, Suite 360  
Santa Clara, CA 95054  
p2p@paramount.copyright-notice.com  
408.217.5000

### AVANT

1. Envoi d'un mail à l'adhérent pour lui notifier son infraction à la charte et exiger qu'il supprime les logiciels liés aux P2P sur son ordinateur.
2. Suspension de sa connexion pendant une semaine.
3. Convocation de l'adhérent par la DISI pour qu'il s'explique.

Violation du secret  
des correspondances

Transfert illicite de  
données personnelles

Violation du principe  
de neutralité

Rupture abusive du  
contrat

=> Sanction pénale pouvant aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende !

# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## CAS CONCRET

RENATER

Dear Sir or Madam:

We are contacting you on behalf of Paramount Pictures Corporation (Paramount Pictures). Under penalty of perjury, I assert that Vobile Inc., (Vobile) is authorized to act on behalf of the owner of certain exclusive intellectual property rights in the copyrighted works that are alleged to be infringed herein.

Vobile has become aware that the below IP addresses have been using your service for distributing video files, which contain infringing video content that is exclusively owned by Paramount Pictures.

Vobile has a good faith belief that the Paramount Pictures video content that is described in the below report has not been authorized for sharing or distribution by the copyright owner, its agent, or the law. I also assert that the information contained in this notice is accurate to the best of our knowledge.

We are requesting your immediate assistance in removing and disabling access to the infringing material from your network. We also ask that you ensure the user and/or IP address owner refrains from future use and sharing of Paramount materials and property.

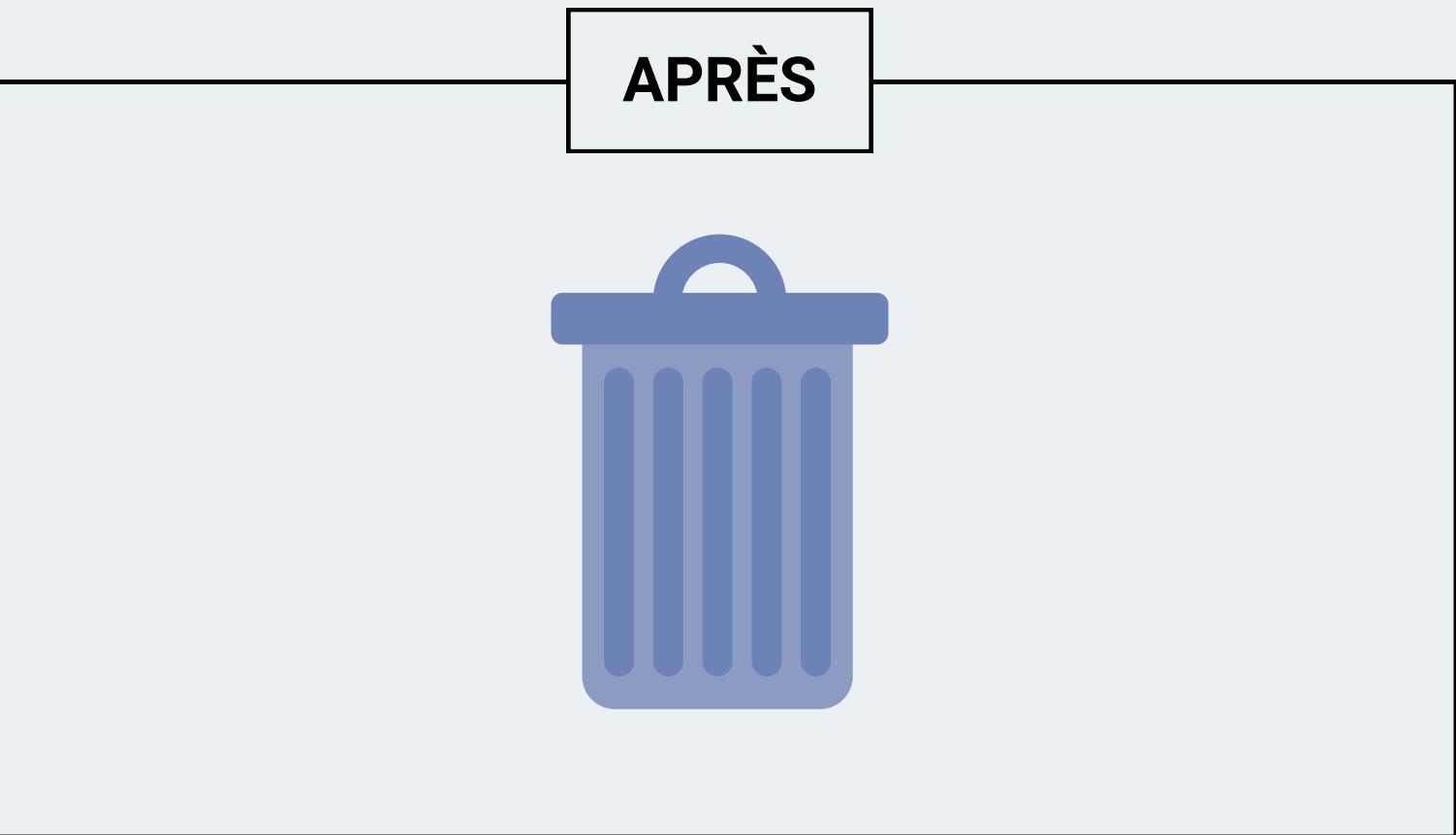
In complying with this notice, RENATER should not destroy any evidence, which may be relevant in a lawsuit, relating to the infringement alleged, including all associated electronic documents and data relating to the presence of infringing items on your network, which shall be preserved while disabling public access, irrespective of any document retention or corporate policy to the contrary.

Please note that this letter is not intended as a full statement of the facts; and does not constitute a waiver of any rights to recover damages, incurred by virtue of any unauthorized or infringing activities, occurring on your network. All such rights, as well as claims for other relief, are expressly reserved.

Should you need to contact me, I may be reached at the following address:

On behalf of Vobile Inc. as an agent for Paramount Pictures Corporation.

Brad Bo  
2880 Lakeside Drive, Suite 360  
Santa Clara, CA 95054  
[p2p@paramount.copyright-notice.com](mailto:p2p@paramount.copyright-notice.com)  
408.217.5000



# DROIT DU NUMÉRIQUE GÉNÉRAL

## QUIZ

31

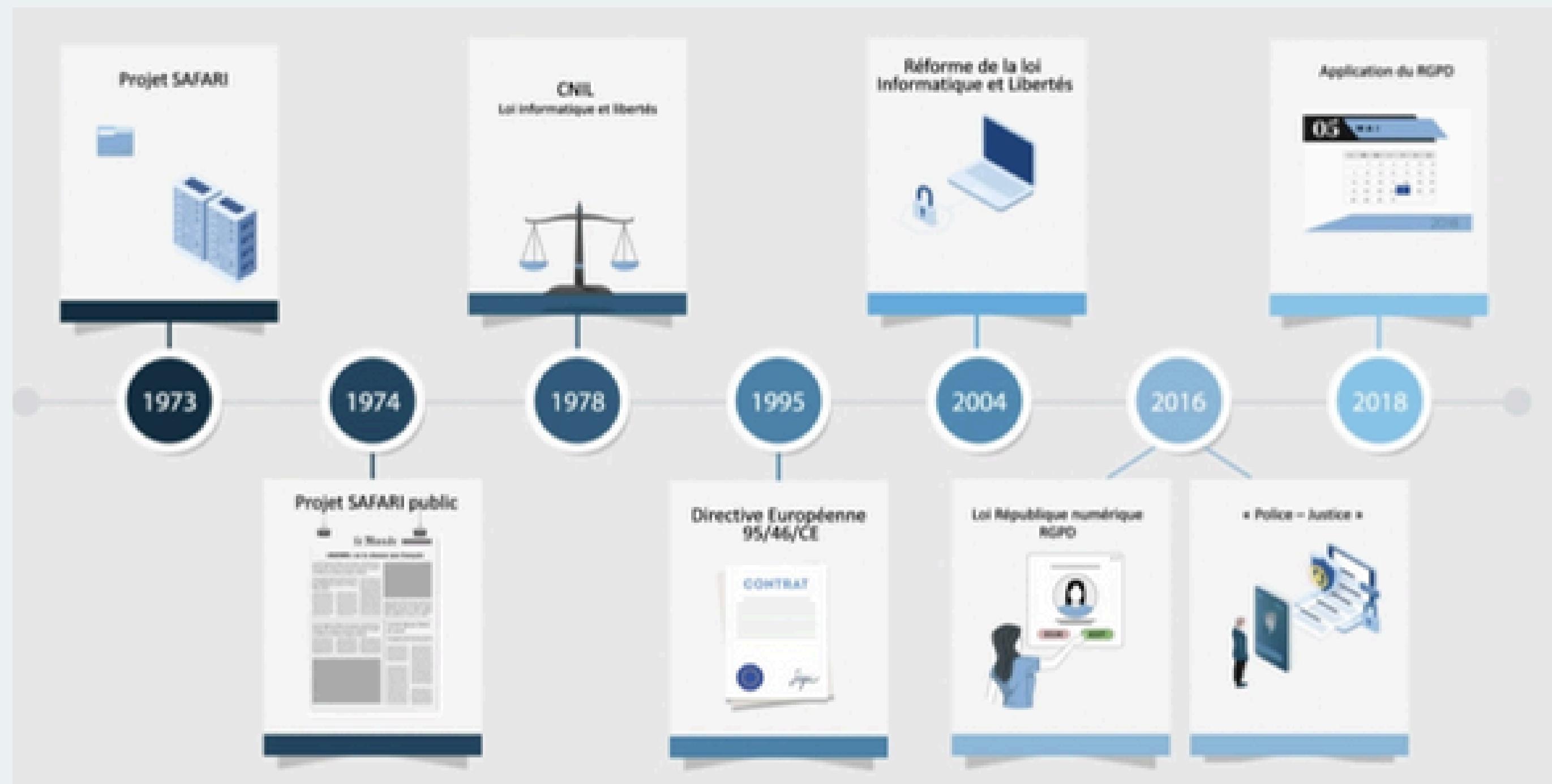


# PROTECTION DES DONNÉES

## HISTOIRE



32



# PROTECTION DES DONNÉES

## PRINCIPES GÉNÉRAUX

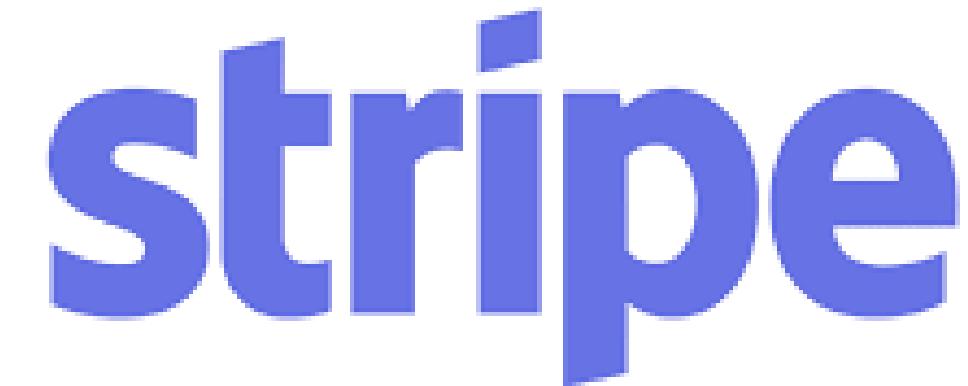


# PROTECTION DES DONNÉES

## PRINCIPES GÉNÉRAUX



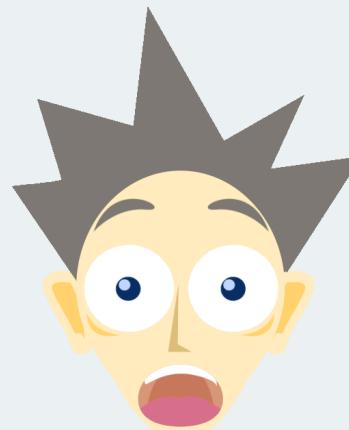
Responsable de traitement

The Stripe logo, consisting of the word "stripe" in a lowercase, bold, blue sans-serif font.

Sous-traitant

# PROTECTION DES DONNÉES

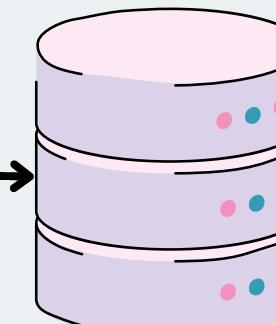
## PRINCIPES GÉNÉRAUX - VIOLATION DE DONNÉES PERSONNELLES



Violation de données personnelles



— Aucun risque →



« registre des violations »

Risque

Risque élevé

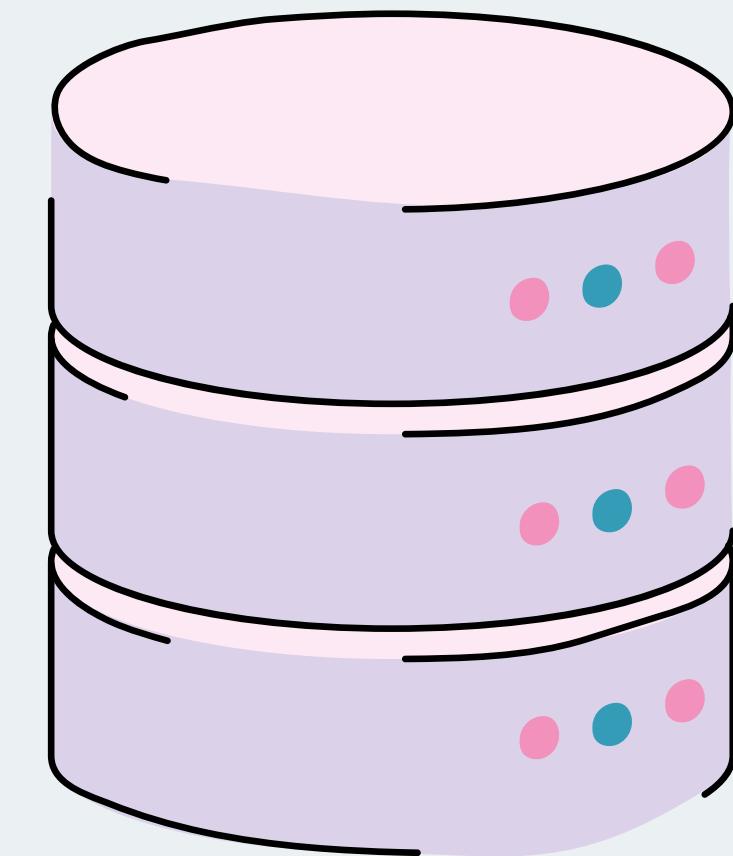
**CNIL.**  
COMMISSION NATIONALE  
INFORMATIQUE & LIBERTÉS



personne(s) concernée(s)

# PROTECTION DES DONNÉES

## DROITS DES PERSONNES

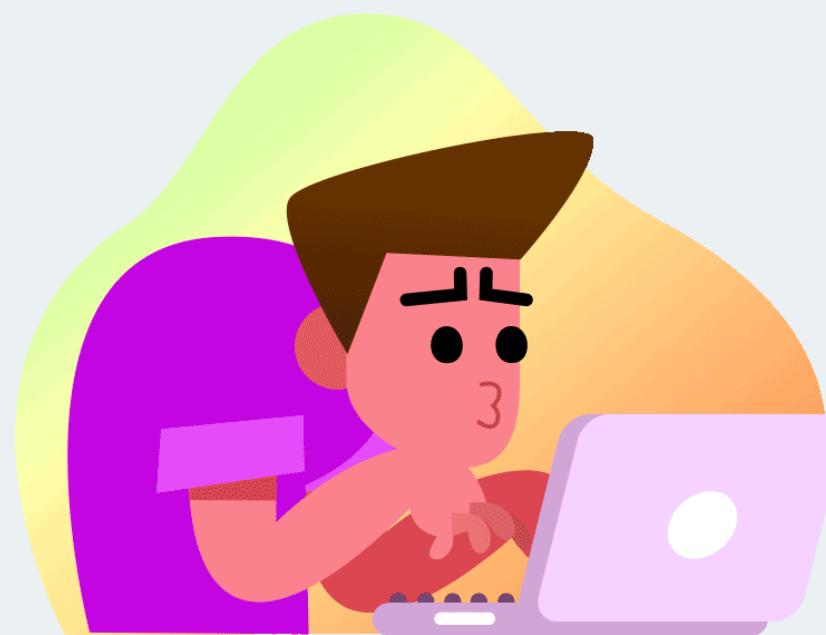


Hébergeur

# PROTECTION DES DONNÉES

37

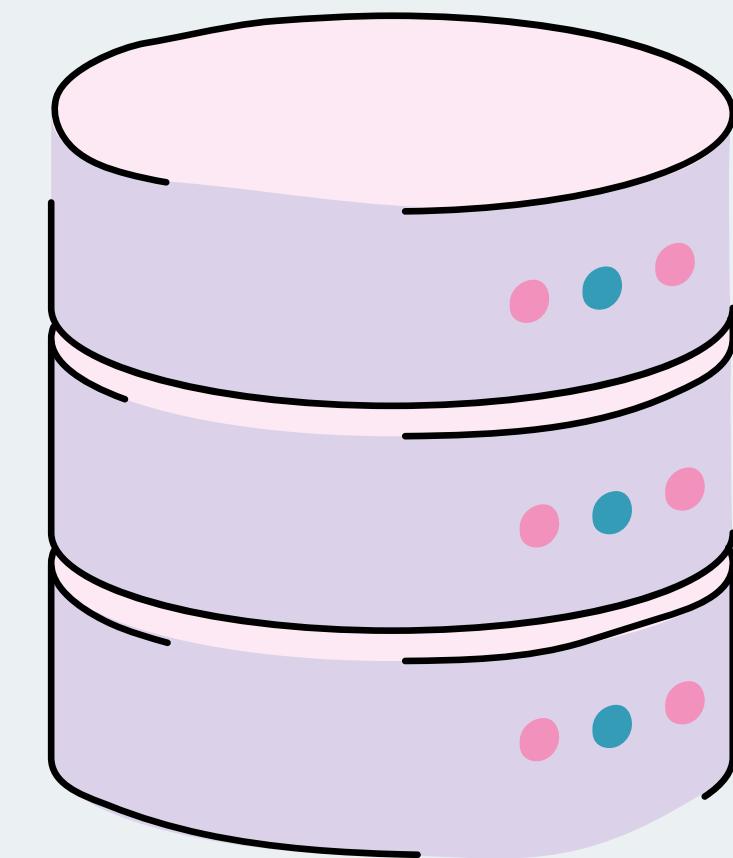
## DROITS DES PERSONNES



Droit d'accès

Droit de  
rectification

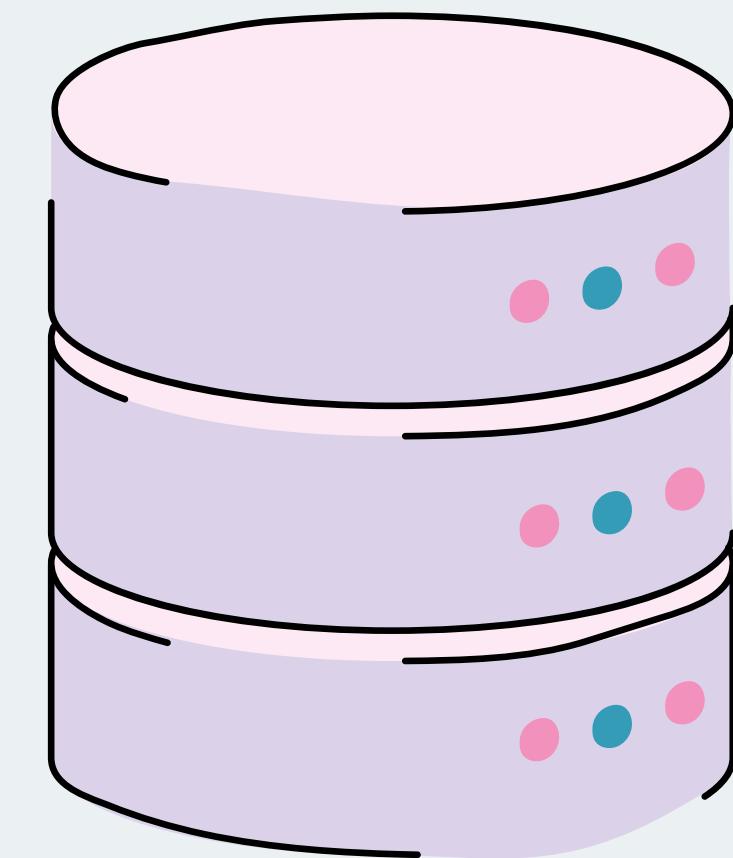
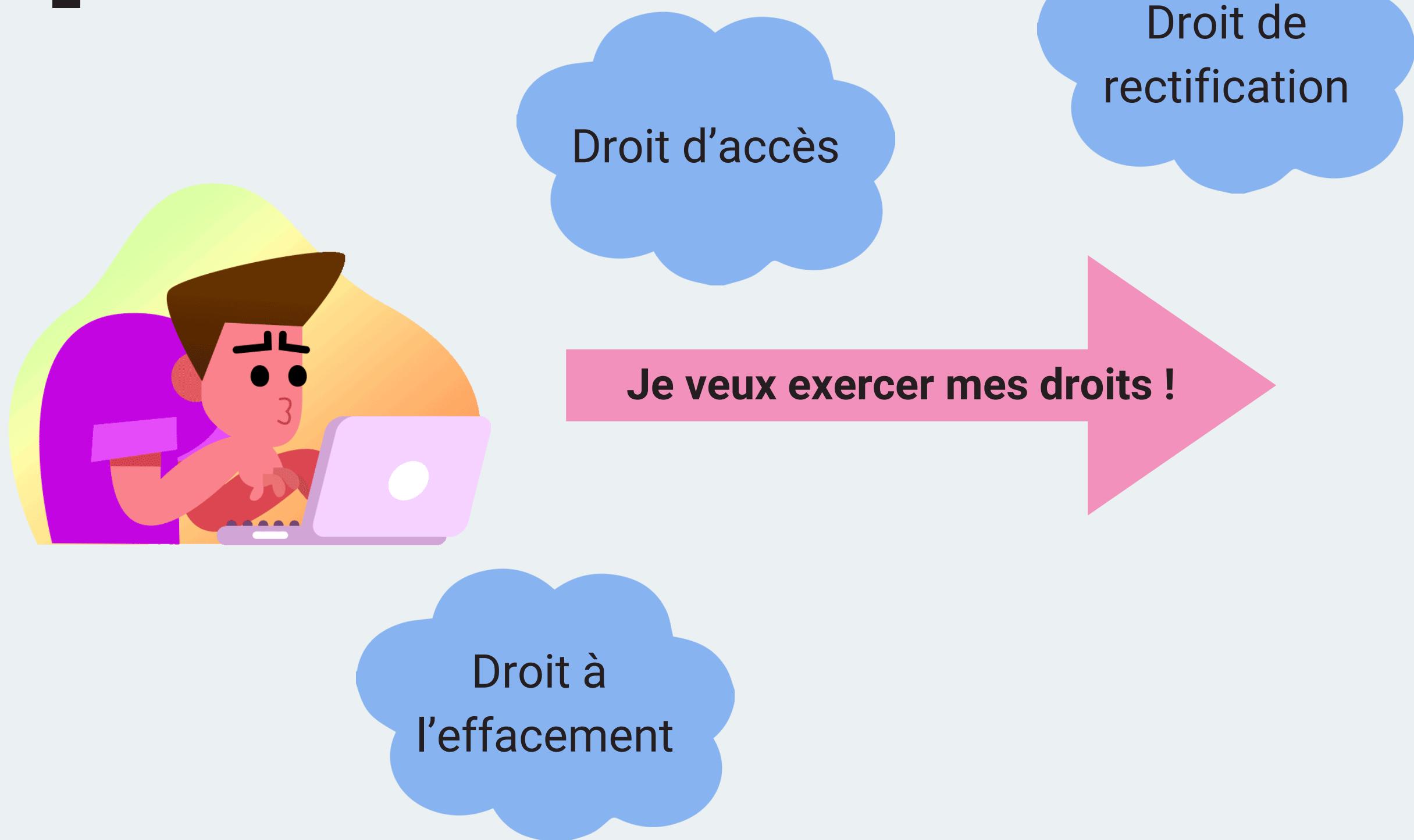
Je veux exercer mes droits !



Hébergeur

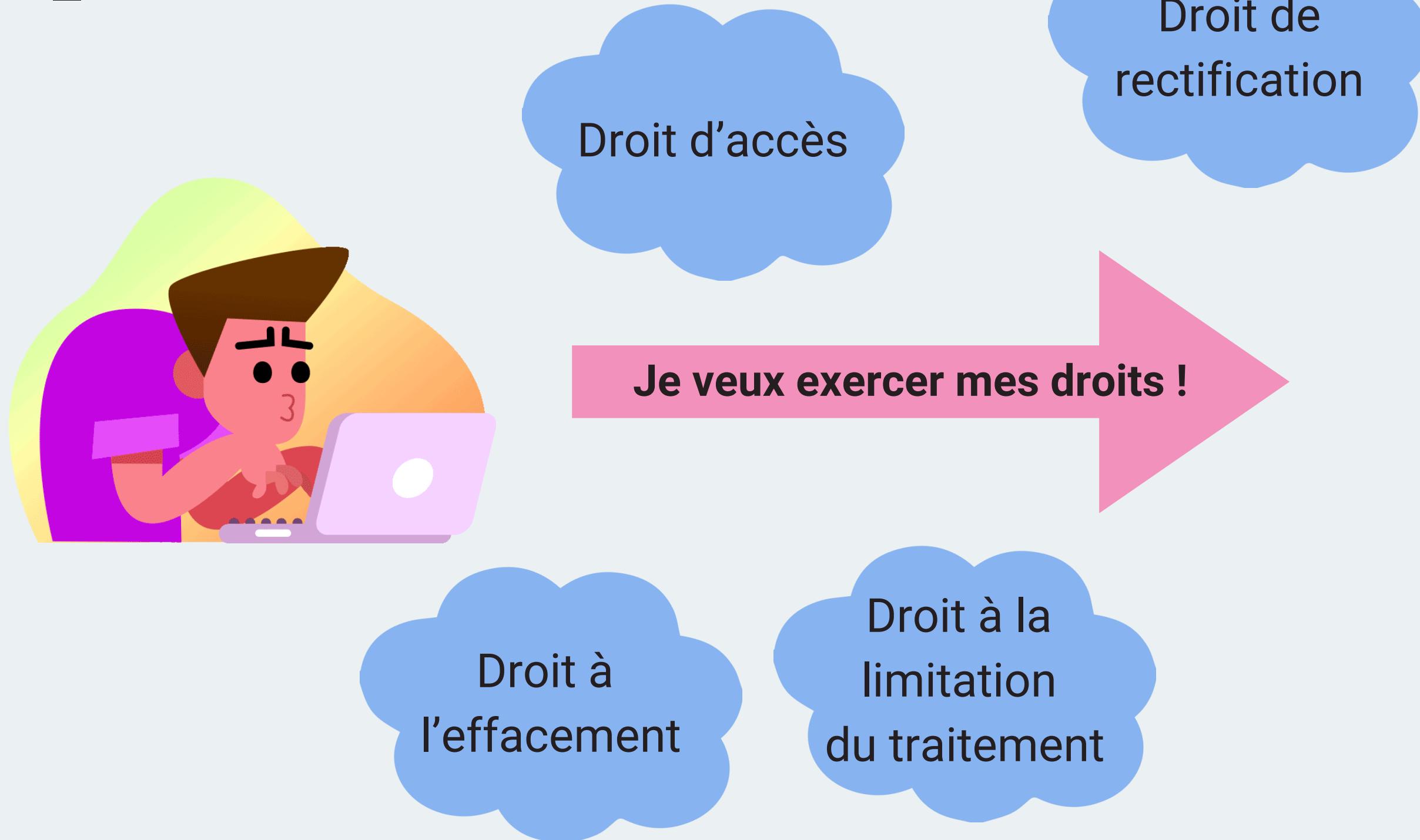
# PROTECTION DES DONNÉES

## DROITS DES PERSONNES



# PROTECTION DES DONNÉES

## DROITS DES PERSONNES



# PROTECTION DES DONNÉES

## DROITS DES PERSONNES



Droit d'accès

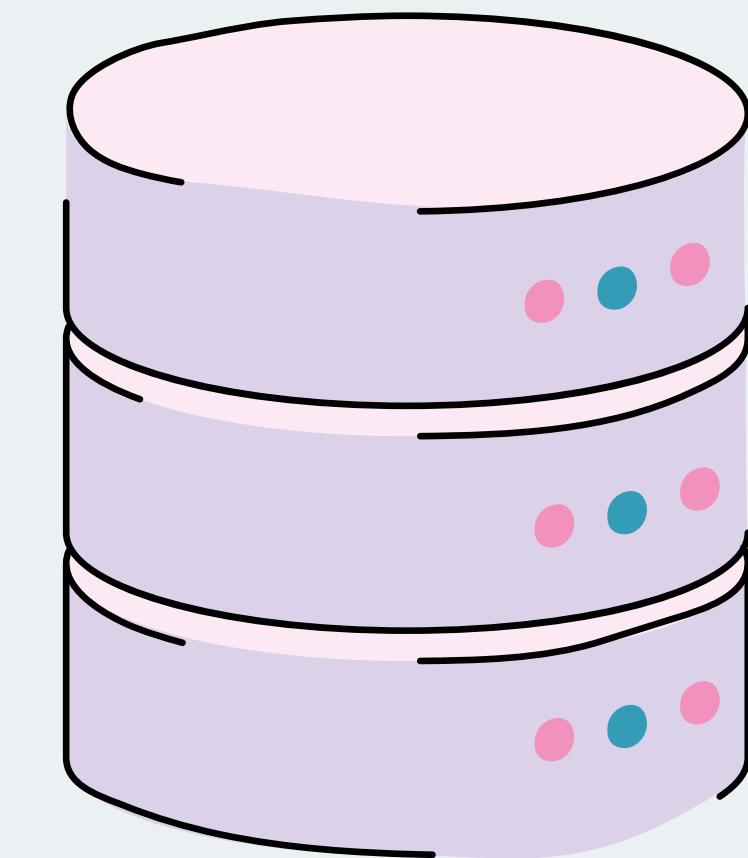
Droit de  
rectification

Je veux exercer mes droits !

Droit à  
l'effacement

Droit à la  
limitation  
du traitement

Droit à  
l'opposition  
au traitement



Hébergeur

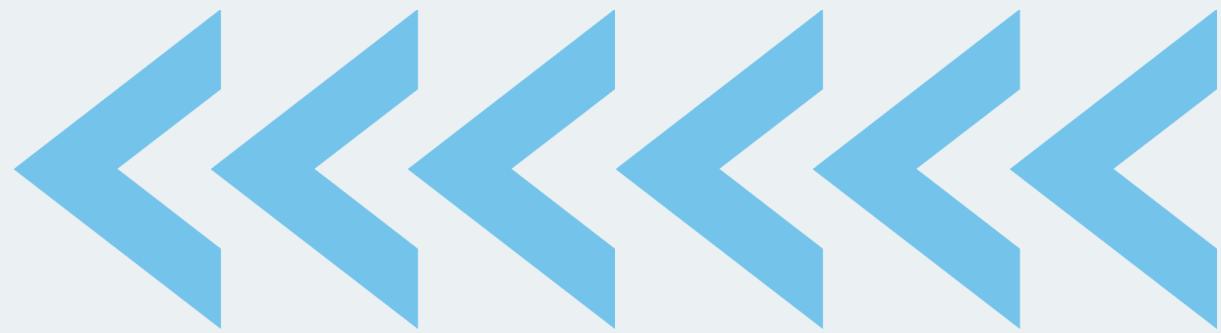
# PROTECTION DES DONNÉES

## OBLIGATIONS



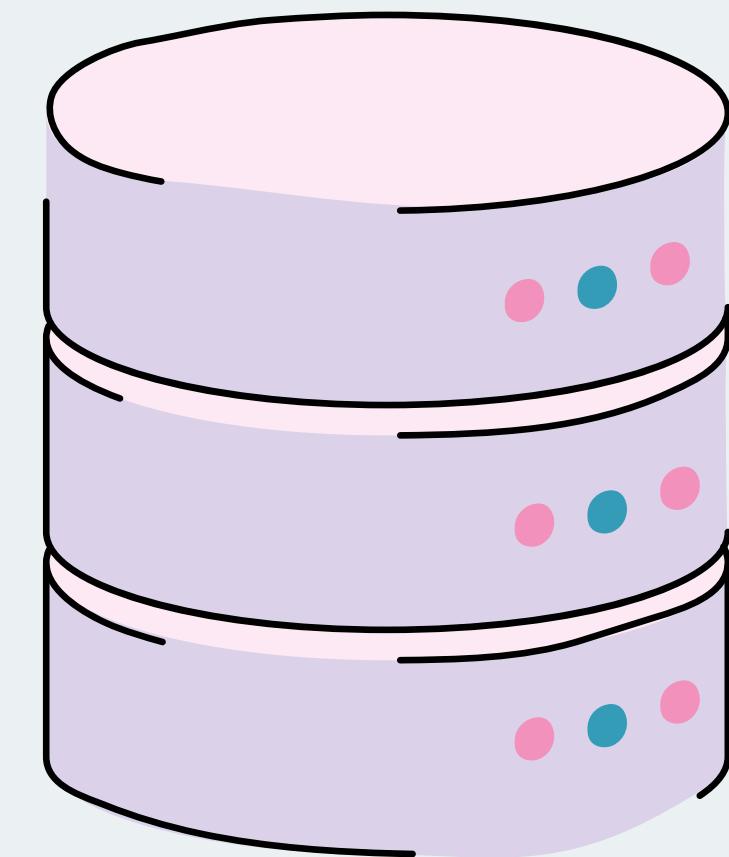
### Obligation d'informer

Droit d'information des personnes



### Obligation de sécuriser les données et de garantir leur confidentialité

Article 25 du RGPD



MiNET

# PROTECTION DES DONNÉES

## DPD (OU DPO) ET SES MISSIONS

**Informer et conseiller**

**Contrôler**

**Dispenser des conseils**

**Coopérer**

**Être le point de contact**



# PROTECTION DES DONNÉES

## CONTRÔLEURS



European Data Protection Board

# PROTECTION DES DONNÉES

## QUIZ



**FIN**

**À BIENTÔT**

